

## **Déclaration liminaire F.O -DGFIP 76 au CTL du 26 mai 2014.**

Monsieur, le Président,

Avant d'aborder l'ordre du jour de ce Comité Technique local, nous voudrions en rappeler le contexte : celui-ci se réunit après deux journées de forte mobilisation des agents de finances publics les 20 mars et 15 mai. Les taux de grève demeurent à un niveau élevé sans comparaison avec les pourcentages enregistrés dans le reste de la Fonction Publique. Cela témoigne clairement de la persistance d'un mécontentement fort des personnels dont l'Administration ne peut pas faire abstraction .

Face à la montée grandissante du mécontentement des personnels de la DGFIP, et aussi pour tenter de briser la grève du 15 mai, des annonces unilatérales sur la prime d'accueil et la liste complémentaire du Cadre C ont, comme par hasard, été annoncées la veille !

En tout état de cause, la prime d'accueil, loin de calmer le jeu, au contraire crée un malaise supplémentaire dans les services. Les agents et chefs de service s'interrogent sur les modalités d'octroi de la prime.

Quel intérêt d'ailleurs de faire de l'accueil si les agents ne bénéficient pas tous de la prime ? Pour **F.O.-DGFIP**, un travail d'accueil bien fait, soulage la gestion.... et réciproquement !

Le Service public est un travail d'équipe : la solidarité vaut mieux que la zizanie !

Pour **F.O.-DGFIP**, la seule condition acceptable reste **l'augmentation du point d'indice pour tous et l'attribution de 50 points pour l'ensemble de la grille indiciaire.**

De même, l'annonce de l'appel de 500 lauréats sur la liste complémentaire du concours des agents de catégorie C est encore loin de nous satisfaire. Il reste encore de nombreuses vacances d'emplois après le projet de mouvement national du cadre C ( 2370 vacances, ) Aussi, **F.O.-DGFIP** exige donc l'appel de l'intégralité des deux listes complémentaires des concours internes et externes soit plus de 1 000 agents.

C'est aussi le cas pour les cadres B avec 1362 vacances actuelles !

La **Seine Maritime** est toujours largement déficitaire après ces projets de mouvements de mutations (le sujet sera plus largement débattu lors des CAP locales de juillet)

Pour la CAP des cadres B, la menace de boycott de l'ensemble des élus nationaux, **si la Direction Générale ne revoie pas sa copie**, pourrait avoir un impact catastrophique sur l'affectation des collègues (CAP nationale retardée et CAP locales en août ( ?) pour arrivée au 1<sup>er</sup> septembre.... )

**Mais ne nous y trompons pas, seule l'Administration en porte aujourd'hui la responsabilité !**

Il en va en effet de l'avenir même de nos postes et services qui sont de plus en plus étranglés et dans l'incapacité de rendre le service public qui leur est dévolu... .

Or, **F.O.** rappelle le rôle essentiel du Service public, source permanente de cohésion sociale, mais aussi d'amortisseur social en temps de crise.

C'est pour cela que **FORCE OUVRIERE** exige le maintien et la pérennisation des services publics avec les effectifs nécessaires pour un meilleur accueil et un meilleur service rendu aux usagers et des conditions de travail adaptées pour les agents publics.

L'ordre du jour nous appelle à émettre un avis sur deux sujets impactant directement l'organisation des services de la DGFIP.

Parfait exemple de la démarche stratégique, la mise en place du CSBO concerne le regroupement de 25 structures en une seule à un niveau plus qu'interrégional...! !

Quant au pôle de recouvrement spécialisé, après avoir regroupé tous les contrôles fiscaux du département, c'est au tour des procédures collectives. Ce service, pour l'instant départemental, concentrera tous les difficultés du recouvrement !

Est ce le prémisses du départ des missions de recouvrement forcé sur des structures inter régionales ?

**F.O.-DGFIP 76** dénonce le regroupement de missions sur des structures départementales, régionales voire inter régionales, qui impacteront inévitablement les personnels, car qui dit regroupement dit suppressions d'emplois !

\*\*\*\*